

ABONNEMENT

Saumur	
Un an . . . . .	25 fr.
Six mois . . . . .	13
Trois mois . . . . .	7
Poste	
Un an . . . . .	30 fr.
Six mois . . . . .	16
Trois mois . . . . .	8

On s'abonne

A SAUMUR  
Au bureau du Journal  
ou en envoyant un mandat  
sur la poste  
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

# L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne . . . . .	20
Réclames, — . . . . .	30
Faits divers, — . . . . .	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS  
A L'AGENCE HAVAS  
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire  
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 22 MAI

## LA COMÉDIE

La querelle des atrides du Crédit Foncier se fait de plus en plus âpre. Des accusations les plus graves et les plus précises, les adversaires de M. Christophle sont passés aux gros mots, aux sommations de congé les plus pressantes et les plus insolentes. C'est un ex-officieux ou un officieux masqué qui, on le sait, a conduit cette campagne à laquelle d'autres organes républicains répondent par les notes les plus dédaigneuses et les gouvernants par une surdité d'oreilles opportunes. De part et d'autre on invoque, en faveur de la tactique suivie, « l'intérêt général, la sécurité des contribuables, etc. » C'est pour cet intérêt, pour cette sécurité qu'ici on étale les méfaits, d'aucuns disent même les crimes du Foncier, là c'est aussi dans cet intérêt qu'on tient l'enquête sous le boisseau, ou, pour mieux dire, qu'on joue la comédie de l'enquête.

Malheureusement pour les uns et les autres, le véritable but tend à devenir le secret de polichinelle.

C'est pour ceux-ci l'assiette au beurre à n'importe quel prix, et pour ceux-là, le ôte-moi de là que je m'y mette de l'évangile républicain.

Le *Matin*, hier officieux de M. Tirard, paraît avoir passé, derrière celui-ci, aux adversaires du cabinet Freycinet.

Comment et pourquoi ?

Voici ce qu'on dit et répète, en s'appuyant sur des faits assez bien établis à première vue, dans les cercles parlementaires et financiers :

M. Tirard, qui tenait énormément à son portefeuille, n'avait consenti à démissionner qu'après promesse d'obtenir le poste de gouverneur du Crédit Foncier, poste convoité par lui depuis près de deux années.

Malheureusement pour M. Tirard, si le poste de gouverneur lui avait été promis, on avait oublié de consulter le principal intéressé, M. Albert Christophle, et comme celui-ci paraissait peu désireux à lâcher le magot, on suscita l'incident Levêque.

Nous entendons parler de la première partie de la comédie de la démission, celle de mars dernier.

Mais, près d'un mois s'était écoulé, les grands établissements de crédit avaient eu vent de la nomination possible de M. Tirard et ne cachèrent pas leur étonnement et leurs craintes à M. de Freycinet avec prière de les transmettre au Président de la République.

Hésitation en haut lieu, départ pour la Corse, session des conseils généraux et seconde partie de la comédie.

M. Tirard daigne consentir à renoncer au poste de gouverneur du Crédit Foncier ; il se contentera de celui de gouverneur général de l'Algérie.

Reste à savoir ce qu'on ferait de celui-ci, si la proposition David, dont l'urgence seule est votée, laisse en paix M. Christophle.

Bref, de quelque côté qu'on se tourne, on ne voit que rivalités de personnes, haines d'appé-

tits insatiables, égoïsme profond. Pas l'ombre du souci de l'intérêt public.

On comprend dès lors pourquoi nous n'avons pas voulu mouiller notre plume dans cette peu ragoûtante lessive de linge républicain, et si nous en parlons aujourd'hui, ce n'est que pour constater avec quel cynisme les républicains les plus en vedette, au risque de compromettre par un manque de vigilance intentionnel ou par une panique intentionnellement provoquée, la fortune publique, jettent cette fortune dans une bagarre financière des plus graves et sacrifient l'intérêt général aux intérêts privés les plus mesquins.

EDOUARD GRIMBLOT.

## INFORMATIONS

### LA BANQUE DE FRANCE

Une note officieuse communiquée aux journaux annonce que les négociations de l'Etat avec la Banque de France sont sur le point d'aboutir.

Le ministre des finances avait engagé, l'année dernière, ces négociations en vue de régler des rapports de cet établissement avec l'Etat à l'expiration du privilège de la Banque qui prend fin en 1897. On conclurait une convention dont la note officieuse résume en ces termes les traits principaux. Elle a pour base le renouvellement du privilège de la Banque pour une certaine période à partir de 1897.

En échange, la Banque de France s'engage à payer à l'Etat un abonnement annuel fixe. Cet abonnement sera payé dès le vote définitif du projet de loi durant les années restant à courir jusqu'en 1897, date d'expiration du privilège actuel. A partir de 1897 et durant toute la période du privilège renouvelé, cet abonnement annuel sera d'un chiffre plus élevé, également fixé d'avance. Enfin, la Banque accorde tant à l'Etat qu'au commerce de sérieux avantages, qui sont consacrés par la convention au cours des négociations.

Il est naturellement impossible de se prononcer dès maintenant sur la valeur d'une convention dont on n'a pas le texte sous les yeux. Il conviendra d'examiner de près cette convention surtout au point de vue spécial de l'emploi que le gouvernement se propose de faire de l'abonnement annuel et des avantages accordés au commerce.

### LE CRÉDIT FONCIER

Le *Matin* continue une campagne acharnée contre le Crédit Foncier. Il nous est impossible d'entrer dans le détail d'accusations qui mettent en cause l'administration du grand établissement financier. La commission d'enquête tiendra, sans doute, à examiner ces griefs.

Nous ne saurions trop engager les obligataires du Crédit Foncier à ne pas se laisser effrayer par les alarmistes.

L'enquête révélerait-elle des irrégularités sérieuses, des faits graves, et entraînerait-elle la démission de M. Christophle, cela ne pourrait en rien porter atteinte à la valeur des obligations et des bons au porteur. La baisse ne serait logique que pour les actions.

A propos de la baisse, on nous cite un fait curieux. Il paraît qu'un capitaliste aurait vendu à découvert trente mille titres du Crédit Foncier dans le but de bénéficier de la différence.

Mais les acheteurs exigent les titres qui ne peuvent être fournis, et le spéculateur va, dit-on, se trouver dans un embarras extrême, car il ne pourra pas livrer.

La commission du budget a voté avant-hier une proposition ayant pour objet d'établir qu'un officier retraité, nommé à un emploi civil, ne pourra cumuler les deux traitements que dans une certaine mesure.

La totalité de ses émoluments ne pourra pas être supérieure au traitement du grade qu'il avait lors de sa mise à la retraite. Sa pension de retraite pourra être en conséquence réduite et même supprimée. Elle ne recouvrera son plein effet qu'en cas d'abandon de la fonction civile.

Cette mesure n'aura pas d'effet rétroactif. Elle ne pourra pas non plus être appliquée aux officiers blessés en temps de guerre ou ayant contracté des infirmités pendant leur présence sous les drapeaux.

### M. CARNOT EN VOYAGE

M. Carnot est parti hier soir de Paris à 9 heures 15. Il va faire une excursion dans les départements de la Drôme, du Vaucluse, du Gard, de l'Hérault, du Doubs, de la Haute-Saône, de la Haute-Marne, de l'Aube et à Belfort.

Il y aura dans les centres principaux où le Président s'arrêtera : présentation des autorités, étalages de beaux costumes, flots de discours, avalanche de décorations, dîners de gala, lunches, soirées dansantes, etc.

Le Président rentrera à Paris dans la nuit du 28 au 29 mai.

A propos du voyage du Président de la République à Besançon, on avait annoncé que le Conseil fédéral enverrait un de ses membres dans cette ville pour saluer M. Carnot, et on désignait M. Droz, qui avait déjà été invité par le comité des fêtes des Sociétés de gymnastique. D'après les dernières nouvelles de Berne, on a estimé au palais fédéral que si M. Droz ne pouvait guère assister à cette fête en qualité purement privée, il ne convenait pas non plus qu'il y assistât officiellement ; on n'a pas voulu créer un précédent.

### UN PRÉFET QUI NE PAYE PAS SES IMPÔTS

Si nous en croyons le *XIX<sup>e</sup> Siècle*, journal radical, un ami de M. Wilson, subitement bombardé préfet par M. Constans, refuserait depuis deux ans et demi de payer ses contributions.

Possesseur, près de Paris, d'une magnifique propriété imposée 4,477 fr., il faisait depuis 1888 la sourde oreille aux réclamations du percepteur. Celui-ci décerna une contrainte ; mais, pour qu'elle fût exécutée, il fallait obtenir le visa du préfet du département où le contribuable était domicilié. Mais le préfet refusa

d'autoriser les poursuites demandées contre lui, et, au mois de novembre dernier, le receveur particulier devait, sur l'injonction du ministère des finances, verser de sa poche les 4,477 fr. que le préfet ne voulait pas payer.

Mais le pauvre receveur, menacé de payer encore, en novembre prochain, les contributions de M. le préfet, la trouve mauvaise et proteste avec vigueur.

Du temps où M. Wilson trônait à l'Elysée, le préfet lui aurait au moins obtenu comme dédommagement la croix du Mérite agricole.

## CONFÉRENCE SUR LE DAHOMÉY A LYON

On écrit de Lyon :

Le P. Chautard, des Missions africaines, a fait une conférence sur le Dahoméy, à la Société de géographie de Lyon.

Après avoir décrit le Dahoméy, son armée et ses coutumes, il a conclu que la conquête du Dahoméy serait très facile.

Évacuer cette colonie serait contraire aux intérêts et à l'honneur de la France : elle rapporte plus qu'elle ne coûte, les chiffres le prouvent. La douane rapporte 4 millions, les dépenses ne s'élèvent qu'à 200,000 francs.

Actuellement, pour défendre les points occupés, 4.000 hommes sont nécessaires. Les Dahoméens une fois réduits, 50 tirailleurs sénégalais suffiront à maintenir l'ordre.

On a parlé de conclure un traité, mais le passé doit être cependant le conseiller de l'avenir. Le roi de Dahoméy ne traitera pas, ou s'il traite, ce sera pour se procurer des armes perfectionnées que lui vendront volontiers les Allemands ou les Anglais.

Puis, un beau jour, nos sentinelles seront massacrées, nos postes surpris. Comme toujours nos soldats seront héroïques, mais ils succomberont sous le nombre et leurs têtes roulées dans les drapeaux français seront envoyées au tigre d'Aboméy.

« Allons de l'avant ! s'écrie le vaillant missionnaire, les efforts de la France seront grandement récompensés. Mettons nos établissements de la côte de Guinée en communication avec le Niger moyen, créons l'immense empire africain français que rêvait Faïdherbe. Pensons à l'avenir, ménageons-nous une route vers le Centre, sinon l'Angleterre, à qui malheureusement nous avons déjà livré les dix-huit embouchures du Niger, arrivera avant nous à Tombouctou ; sinon, nous n'aurons plus que des esclaves au milieu d'un empire anglais. »

## SOUDAN FRANÇAIS

On écrit de Saint-Louis au *Temps*, le 6 mai :

« Le télégraphe vous a annoncé récemment la prise de Ségo. Le commandant Archinard, qui vient d'être promu lieutenant-colonel, a tenu à terminer la campagne par un nouveau fait d'armes.

» A la tête d'une petite colonne composée de deux compagnies de tirailleurs sénégalais et d'une section d'artillerie, il s'est dirigé sur Ouosébougou pour disperser les derniers partisans d'Ahmalou. Ce tata, qui garde la route





